



Actualités en bref

Création du G3 à défaut d'une réponse du G8

Trois pays (fédéraux) nouvellement industrialisés ont formé un bloc commercial; leurs dirigeants espèrent ainsi accroître leur influence politique. L'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde ont formé le « G3 » car suite à une réunion, le G8 n'a pas consenti de coupures de subventions pour aider l'Afrique et n'a pas avalisé un projet brésilien pour mettre fin à la famine, selon la South African Broadcasting Corporation, le 7 juin. « Quand des pays comme l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil s'exprimeront d'une seule voix, cette voix sera entendue », a affirmé Yashwant Sinha, ministre des Affaires étrangères de l'Inde, encadré de ses homologues brésilien et sud-africain, à l'issue de leur première rencontre tripartite. Leur premier objectif politique est de créer des sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU pour les nations en voie de développement.

Les états américains face à un autre déficit l'an prochain : compressions budgétaires à prévoir

Les gouvernements des états américains prévoient un déficit de 32 milliards de dollars US l'an prochain. Bien que ce montant ne représente que la moitié du déficit de l'an dernier, le Center on Budget and Policy Priorities, un organisme à but non lucratif situé à Washington, D.C., prévoit que ces chiffres vont augmenter; il souligne que ce sera la « quatrième année consécutive de coupures dans les programmes, d'augmentations des impôts et des frais, et autres manœuvres d'équilibre budgétaire ». La Californie en est un excellent exemple : Arnold Schwarzenegger, gouverneur républicain élu, aura à faire face à un déficit de 8 milliards de dollars US l'an prochain, environ 11 pour cent du budget de l'état.

Le Parti de Haider perdu du terrain lors de scrutins en Autriche

Le Parti de la liberté (FPÖ), dirigé par Jörg Haider, un politicien d'extrême droite, est sorti grand perdant de deux élections provinciales en Autriche, le 28 septembre. En Haute-Autriche, sa part des suffrages a dégringolé de 20 pour cent (aux élections de 1997) à tout juste 8 pour cent. Les socialistes ont été les grands gagnants, augmentant leur part des voix de 11 à 38 pour cent, et se classant en deuxième place derrière le Parti du peuple (ÖVP, les conservateurs) qui, eux, en récoltèrent 43 pour cent. Dans le Tyrol aussi, le FPÖ a chuté de 20 à 8 pour cent des voix, les socialistes augmentant leur part de quatre points, et les conservateurs, de deux points.

La Somalie évolue lentement vers la paix

Malgré l'entente conclue en juillet à Nairobi lors d'une conférence nationale de réconciliation et de paix en Somalie, plusieurs dirigeants somaliens importants ont refusé de coopérer. Abdiqassim Salad Hassan, président du Gouvernement national de transition (GNT), et Muse Sudi Yalahow, chef d'une faction basée à Mogadishu, se sont notamment distingués par leur opposition aux accords de Nairobi. Hassan qui, en tant que chef du GNT, ne contrôle que certaines parties de Mogadishu et deux petits secteurs dans le Sud, a accusé les délégués d'avoir approuvé le « démembrement » de la Somalie. Les délégués à Nairobi ont avalisé une charte fédérale de transition et ont convenu qu'un gouvernement fédéral de transition gouvernerait pendant les quatre premières années, mais ils n'ont pas réussi à s'entendre sur

une méthode pour résoudre certains problèmes comme le statut des administrations régionales existantes, le rôle de la religion et les langues officielles du pays.

Début de réforme électorale dans les provinces du Canada

À la fin de 2004, une assemblée de citoyens de la province de Colombie-Britannique recommandera une nouvelle méthode pour la sélection des membres du parlement provincial, à temps pour l'élection provinciale prévue le 17 mai 2005. On est en train de choisir au hasard deux membres de l'assemblée pour chaque district représentatif dans la province. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, la plus petite province du Canada, une commission sur la réforme électorale a tenu des auditions et publié un rapport intérimaire en septembre, évoquant quatre systèmes à prendre en compte, chacun comprenant un élément de représentation proportionnelle. Au Québec, les trois principaux partis – Parti libéral, Parti québécois et Action démocratique du Québec – ont convenu en principe d'adopter une certaine forme de représentation proportionnelle. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, a ordonné la création d'une commission sur la démocratie législative pour examiner le concept de représentation proportionnelle et d'élections à date fixe pour sa province. En Ontario, le Parti libéral a demandé, en mai, un référendum exécutif sur un nouveau régime de vote mais, après avoir balayé les élections du 2 octobre – 72 des 103 sièges de la législature ontarienne – il n'a pas évoqué de nouveau son engagement.

Des avocats pakistanais manifestent pour le rétablissement de la Constitution

Des avocats pakistanais, opposés aux modifications constitutionnelles imposées par le décret servant de cadre juridique du président Musharaf, ont inauguré, le 13 octobre, ce que la presse pakistanaise appelle « une longue marche ». Pour manifester leur opposition, ils se rendront de Lahore à Rawalpindi (275 kilomètres) à pied. Le 3 octobre, Hamid Kahn, président de l'Association du Barreau de la Cour suprême, affirmait au *Dawn*, journal de Lahore, que les avocats du pays avaient rejeté les « prétendues modifications à la Constitution » imposées par le décret.

La crise constitutionnelle persiste aux Comores

Malgré l'entente signée le 16 août à Pretoria (Afrique du Sud) par les parties en conflit, la médiation de l'Union africaine n'avait pas encore réalisé de progrès à la mi-septembre au sujet du partage des compétences entre les unités constituantes et le gouvernement fédéral des Comores. En septembre, la crise s'est aggravée suite à une poussée de mécontentement populaire, imputable à une majoration des prix, tout particulièrement celui du riz, en raison d'une taxe réservée à la création d'une université.

Un « Conseil de la fédération » au Canada?

Le 24 octobre, les premiers ministres des provinces canadiennes devaient se réunir pour mettre au point le mandat et la structure d'un nouveau « Conseil de la fédération ». Le Conseil proposé, que toutes les provinces ont avalisé sauf le Québec et l'Alberta, serait un nouvel organisme permanent des provinces pour « améliorer les relations intergouvernementales au Canada ». ☺